



Cofinancé par
l'Union européenne



Projet : Renforcement des Capacités Entrepreneuriales des Femmes à Kaédi, Boghé et Riyadh (ReCEF)

Termes de référence pour l'évaluation finale du projet ReCEF

Pays : Mauritanie

Territoires : Kaédi, Boghé, Riyadh (Nouakchott)

Bailleur : Union européenne

Date limite pour la réception des offres : vendredi 06 juin 2025

1) Présentation du projet à évaluer

Le **Grdr Migration – Citoyenneté – Développement**. (www.grdr.org) est une association internationale de solidarité de droit français, créée en 1969, qui œuvre en **Afrique de l'Ouest** (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée-Bissau, Guinée), **au Maghreb** (Tunisie, Algérie) et **en France**. **Présent en Mauritanie depuis 1989**, notamment dans les régions du **Gorgol** et du **Guidimakha**, le Grdr a d'abord soutenu les **initiatives des migrants** et le **développement local** (gouvernance, sécurité alimentaire et adaptation au changement climatique). Ses interventions se sont depuis **élargies** à la société civile, l'entrepreneuriat, la jeunesse et aux enjeux de développement des villes intermédiaires de la moyenne vallée du fleuve Sénégal.

Depuis février 2022, le Grdr coordonne le projet ReCEF, **financé par l'Union européenne et mis en œuvre avec les ONG locales ECODEV et CCD**, à **Kaédi, Boghé et Riyadh**. Le projet vise à **promouvoir l'autonomisation et l'intégration des femmes dans l'économie locale** des trois territoires précités. Il s'inscrit dans les **priorités du gouvernement mauritanien**¹ et entend répondre aux **défis de l'emploi et des opportunités économiques** pour les femmes en proposant un accompagnement adapté à leurs besoins. Enfin, le projet cherche à surmonter les **obstacles liés à l'accès à l'entrepreneuriat et à la participation des femmes à la gouvernance économique locale**.

L'objectif général du projet est de **contribuer au renforcement de la société civile et à la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS) en Mauritanie**.

L'objectif spécifique du projet est **d'améliorer durablement les compétences entrepreneuriales et de leadership des femmes des territoires de Kaédi, Boghé et Riyadh**.

Les résultats attendus du projet sont les suivants :

R1 : Les femmes entrepreneuses développent leurs capacités à identifier et à s'orienter vers des secteurs et des marchés porteurs offrant des opportunités de croissance.

R2 : Les femmes entrepreneuses améliorent leurs capacités techniques organisationnelles et de leadership et consolident leurs microentreprises et (idées d') entreprises.

R3 : Les initiatives féminines de développement économique et entrepreneurial sont soutenues et renforcées.

R4 : Les enseignements issus du projet sont capitalisés et alimentent le dialogue stratégique national sur l'entrepreneuriat féminin et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les bénéficiaires finaux sont les habitants des territoires d'intervention du projet. Les groupes cibles sont les trois collectivités locales de Kaédi, Boghé et Riyadh, les services techniques déconcentrés des ministères sectoriels (MASEF, MJESSC, développement rural, emploi) ainsi que les services des guichets Techghil, 10 organisations de la société civile, 60 petites et microentreprises dirigées par des femmes et 300 femmes de 16 à 45 ans.

Détails des microentreprises soutenues par le projet par territoire :

Territoire	Commune	Localité	Secteur	Nombre
Kaédi	Kaédi	Kaédi	Teinture & couture	6
			Coiffure & maquillage	7
			Restaurant	3
			Maraichage	1
			Transformation farine enrichie	1
			NTIC	1
	Total microentreprise Kaédi ville			19
Djéwol	Djéwol	Teinture & couture	1	
		Coiffure & maquillage	1	

¹ SCAPP 2016-2030 et SNJS 2020-2024

			Maraichage	1	
		Guiraye	Atelier de couture	1	
		Total microentreprise dans la commune de Djéwol		4	
	Néré Walo	Sylla	Transformation de jus de fruits	1	
		Kaédi	Maraichage	1	
		Total microentreprise dans la commune de Néné Walo		2	
Total microentreprise territoire de Kaédi				25	
Boghé	Boghé	Boghé	Restauration	1	
			Aviculture	1	
			Pâtisserie	1	
			Transformation farine enrichie	1	
					4
		Thialgou	Maraichage	1	
		Sarandogou		1	
		Niakaka		1	
	Hamdallaye	Transformation du lait	1		
Total microentreprise territoire de Boghé				12	
Riyadh	Riyadh	Cossovo	Restauration	1	
			Transformation de couscous	1	
			Elevage	1	
		PK7	Restauration	2	
			Pâtisserie	1	
		PK8	Restauration	1	
			Transformation couscous	2	
		PK10		1	
			Pâtisserie	1	
		PK7	Transformation couscous	2	
		PK12		1	
			Pâtisserie	1	
		PK11	Pâtisserie	1	
			Transformation couscous	1	
PK17	Maraichage	4			
	Restauration	1			
	Transformation couscous	2			
	Maraichage	2			
Tarhil	Pâtisserie	3			
Total initiative dans la commune de Riyadh				28	
Total microentreprise dans les 3 territoires				65	

2) Le consortium

1. Le **Grdr Migration – Citoyenneté – Développement**. (www.grdr.org) est une association internationale de solidarité de droit français créée depuis 1969 qui œuvre en **Afrique de l'Ouest** (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée-Bissau, Guinée), **au Maghreb** (Tunisie, Algérie) et **en France**. **Présent en Mauritanie depuis 1989**, notamment dans les régions du **Gorgol** et du **Guidimakha**, le Grdr mène des projets de développement autour des enjeux de gouvernance,

de sécurité alimentaire, d'adaptation au changement climatique, d'entrepreneuriat, de développement urbain, etc. Le Grdr est le chef de file du consortium.

2. **ECODEV**, Eco Développement est une association nationale de droit mauritanien créée en 1999, qui s'implique dans toute initiative visant à améliorer les conditions de vie des populations. Ecodev participe à la mise en œuvre de projets de développement local, de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement ou encore de promotion à l'accès aux services de base (électrification, assainissement, gestion des déchets...) ; dans plusieurs régions de Mauritanie. Ecodev est membre du consortium, responsable de la mise en œuvre des activités du ReCEF dans la commune de Riyadh à Nouakchott.
3. **CCD**, Citoyennes Citoyens Debout est une association nationale de droit mauritanien créée en 2008. Elle œuvre pour promouvoir la participation active de la jeunesse à l'action publique et pour instaurer une culture de citoyenneté et de respect des droits humains au sein de la société mauritanienne. L'association s'engage également dans l'insertion socio-professionnelle des jeunes, avec pour objectifs la justice sociale et l'égalité des chances pour tous. CCD est membre du consortium, responsable de la mise en œuvre des activités du ReCEF dans la commune de Boghé.

3) Objectifs de l'évaluation

- ✓ Répondre au cadre contractuel de l'Union européenne.
- ✓ Evaluer le degré de réalisation des activités et les résultats atteints (produits) tels que prévus dans le cadre logique.
- ✓ Identifier et analyser les difficultés qui ont affecté la mise en œuvre du projet (analyse des risques et hypothèses identifiés lors de son identification, de l'évolution du contexte de mise en œuvre et ses impacts sur l'atteinte des objectifs, évolution des relations entre les différents acteurs qui ont pris part au projet, etc.).
- ✓ Évaluer l'efficacité des outils développés dans le cadre du projet.
- ✓ Evaluer la viabilité économique des initiatives soutenues, les risques et les leviers de croissance durable, en tenant compte de la spécificité de chaque initiative et de la particularité territoriale.
- ✓ Evaluer l'efficacité des approches adoptées (formations, mise en réseaux, etc.) pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les trois territoires d'intervention du projet.
- ✓ Evaluer la pertinence et l'efficacité de l'offre de formations proposée aux femmes.
- ✓ Évaluer la prise en compte des enjeux de genre dans le projet.
- ✓ Formuler des orientations stratégiques et d'actions en s'appuyant sur les spécificités et les valeurs ajoutées du projet.
- ✓ Identifier des pistes pour la pérennisation de certains acquis et d'autres actions pertinentes du projet dans l'hypothèse d'une suite du projet

4) Critères à évaluer

- ✓ **Pertinence** (Les objectifs répondent-ils aux problématiques identifiées ? Correspondent-ils aux attentes des bénéficiaires et à leurs besoins ?) : *Correspondance entre les objectifs (adéquation du projet), les priorités nationales et les exigences de l'UE.*
 - Pertinence des initiatives mises en œuvre par le projet pour la promotion de l'autonomisation et l'intégration des femmes dans l'économie locale des trois territoires précités.
- ✓ **Efficiace** (Mesure de la transformation des ressources disponibles en résultats attendus par les activités réalisées, en termes quantitatif, qualitatif et de temporalité) : *Analyse du budget et de la comptabilité*
 - Optimisation des ressources, notamment considérant le montant des dépenses réalisées en relation avec le budget prévu.
 - Pertinence des subventions accordées.

- Qualité de l'élaboration des rapports financiers.
 - Pertinence de la gouvernance mise en place (consortium) vis-à-vis de la mise en œuvre des activités.
 - Gestion du temps et des délais.
- ✓ **Efficacité** (Le projet a-t-il atteint les objectifs et les résultats prévus ?) : *Atteinte des objectifs spécifiques et analyse des résultats atteints*
- Degré d'atteinte des objectifs spécifiques
 - Evaluer l'impact du contexte de mise en œuvre sur l'atteinte des objectifs spécifiques.
 - Évaluer l'efficacité des outils de renforcement des capacités locales utilisés dans le cadre du projet
 - Evaluer l'efficacité du soutien apporté par les OSC marraines (formations, suivi, etc.).
- ✓ **Durabilité** (Déterminer dans quelle mesure les résultats positifs du projet se maintiendront lorsque ce dernier prendra fin) :
- Capacité des structures et des mécanismes mis en place pour assurer la continuité des actions menées.
 - Viabilité économique des initiatives soutenues.
 - Degré d'appropriation du projet par les bénéficiaires et les parties prenantes locales (OSC, autorités régionales, services techniques, citoyens, etc.).
 - Maintien et usage des connaissances et des compétences acquises.
 - Existence d'innovations et de bonnes pratiques.
- ✓ **Impact** (degré d'atteinte de l'objectif du projet général) :
- Degré d'atteinte de l'objectif général prévu par le projet.
 - Evaluer l'impact du contexte de mise en œuvre sur l'atteinte de l'objectif général.
 - Contribution du projet à l'autonomisation et à l'intégration des femmes dans l'économie locale des trois territoires ciblés.
- ✓ **Inclusion** (déterminer le niveau d'inclusion sociale du projet en général) :
- Inclusion de manière efficace des femmes au sein des actions, prise en compte suffisante des enjeux de genre dans les trois territoires ciblés.

5) **Méthodologie**

a) **Pour la mission d'évaluation**

L'évaluateur-riche / l'équipe évaluatrice doit se rendre dans les territoires d'intervention du projet (Riyadh, Boghé et Kaédi).

✓ **Travail préparatoire :**

- Analyse documentaire : Revue des documents de projet (proposition, budget, rapports, etc.).
- Outils de collecte de données, échantillonnage, planification logistique.
- Entretiens avec les responsables du projet (CCD, ECODEV, Grdr).

✓ **Travail de terrain :**

- Entretiens semi-directifs, focus groups, enquête auprès des bénéficiaires, etc.

- Observation directe (visites de terrain).
- Entretiens avec les bénéficiaires, les autorités locales, les services techniques et les OSC.
- Entretiens avec d'autres acteurs/parties prenantes du projet que la mission évaluatrice jugera pertinents.
- Restitution intermédiaire à l'équipe du projet.

✓ **Travail final :**

- Analyse des données.
- Rédaction du rapport final et d'une synthèse du rapport.
- Restitution finale à l'équipe du projet.

b) Pour la restitution

Les modalités de restitution devront être intégrées dans le chronogramme qui sera proposé. Les résultats et les recommandations de l'évaluation seront rendus publics et seront notamment transmis à l'UE, bailleur de fonds de ce projet, au CCD, à ECODEV et au Grdr.

6) Structure et présentation du rapport d'évaluation

- Maximum 50 pages pour le rapport final, annexes incluses.
- Inclure un résumé exécutif de 5 pages maximum.
- Le rapport sera remis en français.
- Une présentation power point, d'un maximum de 20 diapositives, sera proposée, avec les conclusions principales et les recommandations de l'évaluation.
- À titre d'orientation, nous proposons la structure suivante pour le rapport final :
 - Introduction : cette section présentera le but de l'exercice d'évaluation, les questions d'évaluation retenues, ainsi que les principaux résultats obtenus.
 - Description de l'intervention évaluée : cette section indiquera les objectifs et la logique d'intervention du projet. Une brève description de celui-ci sera fournie, incluant les modalités d'organisation et de gestion, les principaux acteurs impliqués, ainsi qu'un aperçu du contexte économique, social, politique et institutionnel dans lequel l'intervention s'inscrit.
 - Méthodologie d'évaluation : cette section expliquera la méthodologie et les techniques utilisées au cours de l'évaluation, en précisant les éventuelles contraintes et limites rencontrées lors de l'étude.
 - À partir de l'analyse de la documentation collectée, les réponses aux questions et critères d'évaluation préalablement définis seront formulées, en cohérence avec l'approche intégrée de l'évaluation proposée par l'adjudicataire. Les éléments de preuve identifiés en lien avec les questions d'évaluation seront présentés, ainsi que les interprétations qui en découlent.
 - Conclusion : Les principales conclusions seront dégagées sur la base des critères d'évaluation établis.
 - Leçons tirées des conclusions générales de l'évaluation, en indiquant, le cas échéant, les bonnes pratiques pouvant être extrapolées.
 - Recommandations : sur la base des conclusions formulées dans le rapport, des recommandations seront établies en vue d'améliorer les actions futures. Il est important de préciser les acteurs auxquels chaque recommandation s'adresse spécifiquement.

7) Rôles et responsabilités des parties

Rôles et responsabilités du commanditaire

- Mise en relation du prestataire avec les équipes locales pour faciliter l'organisation des interviews et l'accès aux bénéficiaires ;
- Mise à disposition de la base de données existante, des documents du projet, de la première version du rapport diagnostic et de tout autre documents disponibles et utiles pour la réalisation de la mission ;
- Prise en charge des frais de déplacement et de restauration des participants aux sessions de restitutions ;
- Validation du rapport final.

Rôle et responsabilités de l'évaluateur/trice

- Garantie du respect des droits des interviewés et protection des données mises à sa disposition.
- Prise en charge des frais de déplacement, de nourriture et d'hébergement durant toute la période de la prestation, ainsi que pour la traduction durant les interviews et l'assurance de leur retranscription.
- Animation des sessions de restitution en collaboration avec le chef de projet.
- Soumission du rapport provisoire et du rapport final et de tout autre document annexe utilisé dans le cadre de la mission (fiches de collecte de données, photos, comptes rendus des recommandations issus des restitutions).

8) Compétences et Profil recherché

Compétences et exigences attendues de l'évaluateur/trice

- Assurer la qualité méthodologique de l'évaluation.
- Produire des conclusions techniques solides, reposant sur une connaissance approfondie du secteur d'intervention.
- Garantir la crédibilité et la légitimité des conclusions et des recommandations formulées.
- Démontrer une bonne connaissance du contexte local, des coutumes, traditions et du cadre légal du pays.

Compte tenu de ces exigences, la constitution d'une équipe d'au moins deux personnes est souhaitable afin de combiner des profils complémentaires et de permettre une triangulation rigoureuse des analyses. Cette équipe pourrait être composée :

- D'un/e consultant/e expert/e en évaluation et en entrepreneuriat féminin dans divers contextes.
- D'un/e consultant/e ayant une connaissance approfondie du contexte mauritanien, en particulier dans le domaine de la promotion de l'entrepreneuriat féminin et les enjeux du genre.

Toutefois, les candidatures individuelles seront également examinées.

Profil recherché

L'évaluateur/trice devra :

- Justifier d'une expérience avérée en évaluation de projets et de programmes de coopération internationale, en particulier dans le domaine du développement économique, social et solidaire, ainsi que dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin en Afrique, et idéalement en zone sahélienne et en Mauritanie.
- Posséder de solides compétences en méthodes et techniques d'analyse socio-économique, tant qualitatives que quantitatives.
- Avoir des connaissances en sociologie, anthropologie ou disciplines similaires, ainsi que sur l'approche genre.

- Détenir une expertise spécifique dans le renforcement des capacités des femmes entrepreneures en milieu rural et urbain.
- Être capable d'intervenir dans un environnement multiculturel, avec une bonne compréhension du contexte mauritanien.
- Faire preuve de rigueur dans le respect des délais et travailler en collaboration avec les équipes de terrain.
- Démontrer une bonne connaissance du contexte local, des coutumes, traditions et du cadre légal du pays.

9) Calendrier et soumission

- Remise des offres complètes : avant le 06 juin 2025 à 12h00
- Réalisation de l'évaluation : Juin 2025
- Remise du rapport final et des annexes : 15 juillet 2025

Le délai estimé pour la réalisation de l'évaluation est de 3 semaines, dont 14 jours de terrain. Le calendrier définitif de l'évaluation sera formellement précisé dans le contrat qui sera signé avec l'évaluateur/trice, ainsi que les dates de livraison des produits pour chacune des phases d'évaluation.

Les soumissionnaires sont invités à proposer :

- La compréhension de la mission, l'offre technique et financière détaillant les coûts des services de l'évaluateur/trice ou de l'équipe y compris les frais de traduction et de transcription des interventions des personnes interviewées, l'approche méthodologie détaillée y compris les outils de travail à utiliser et le planning indicatif de la mission d'évaluation.
- Une présentation des qualifications de l'équipe chargée de mener la mission et des précédents travaux réalisés en lien avec la prestation dans le cadre des projets de développement.

Les offres doivent être envoyées par courrier électronique à l'adresse principale mauritanie@grdr.org, avec copie à hadeye.fofana@grdr.org et alassane.djigo@grdr.org. Elles doivent avoir pour objet : « **Candidature évaluation finale du projet Renforcement des Capacités Entrepreneuriales des Femmes (ReCEF) Kaédi, Boghé et Riyadh** ».

Pour toute information complémentaire, vous pouvez envoyer un courriel à cette même adresse. **A noter que les offres seront examinées au fur et à mesure de leur réception avec comme date limite le **vendredi 06 juin 2025 à 12h00**.**